



rapport Carayon

mehdi gharsallah

L'Arlésienne de l'IE

Toute la communauté de l'intelligence économique (IE) française ne parle que de ça, mais peu nombreux sont ceux à pouvoir se vanter d'avoir eu ce rapport entre les mains. Près de 10 ans après le rapport Martre, qui fit date dans l'histoire de l'IE en France, Bernard Carayon donne à lire 38 propositions pour développer l'IE, la compétitivité et la cohésion sociale.

« [...] *J'attends de vous les recommandations nécessaires à la valorisation de la fonction d'intelligence économique [...] en mettant cependant l'accent sur le troisième cycle universitaire, les grandes écoles, les entreprises des filières stratégiques, sans oublier les services publics concernés.* » C'est dans ces termes que, début janvier, le Premier ministre a confié la mission d'étude sur l'IE à Bernard Carayon. Six mois après, le député-maire UMP de Lavaur (Tarn) publie son rapport intitulé Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale, étoffé de 38 propositions concrètes.

une vision patriotique

Auteur d'une précédente étude concernant le Secrétariat général de la défense nationale et du renseignement, Bernard Carayon apporte une vision relativement guerrière de l'IE. La plaçant comme « *un patriotisme économique* », il martèle : « *Le patriotisme économique n'est pas une idéologie, pas plus que l'intelligence économique n'est un concept : c'est une politique sociale.* » Il propose donc un certain nombre de mesures défensives visant à « *alerter le gouvernement sur des thèmes critiques (ruptures technologiques, problèmes de sécurité...)* », notamment grâce à la création d'un Conseil national pour la compétitivité et la sécurité économique (Cncse). Il souhaite de plus voir accru le pouvoir d'organismes tels que la DST (Direction de la sécurité du territoire) ou les Renseignements généraux. « *Conforter la DST dans son rôle majeur en matière de sécurité économique. Veiller à ce que, conformément aux textes, la DST soit systématiquement destinataire de toute information concourant à sa mission. Les services locaux de*

la DCRG (Direction centrale des renseignements généraux) pourraient en particulier se voir confier le suivi de certaines PMI/PME. » Outre l'accroissement du pouvoir des institutions de surveillance du territoire, le rapport Carayon aborde, comme cela lui a été demandé, la question de la formation à l'IE en France.

former à l'intelligence économique

Le constat est peu satisfaisant. Partant du principe que « *l'intelligence économique n'est pas une discipline universitaire au périmètre défini mais une matière s'appuyant sur plusieurs disciplines* », le rapport considère l'enseignement comme trop généraliste et inadapté aux besoins de l'entreprise. Pour augmenter la qualité de l'enseignement de l'IE, le député du Tarn propose donc d'auditer les établissements, d'habiliter ceux qui assurent les formations conformes à ses attentes. Il propose aussi de renforcer les enseignements universitaires de cette matière, jugés trop souvent hétérogènes, par ceux de chefs d'entreprises ou leurs collaborateurs « *plus aptes à développer une approche pratique de l'IE* ».

politique territoriale

Le rapport finit par brosser le rôle idéal des collectivités territoriales dans le développement de la pensée IE. Huit propositions s'orientent donc vers le développement de la circulation d'information au sein des différentes collectivités et la mise au premier plan de cette préoccupation auprès des émissaires de l'Etat dans les régions.

Le rapport s'axe principalement vers l'IE en tant que vecteur de patriotisme et de nationalisme économique. L'intelligence économique doit-elle forcément passer par des logiques d'info-guerre et des mesures protectionnistes ? Cela semble aller à l'encontre de l'une des 23 définitions de l'IE en annexe que le rapport propose : « [...] *la problématique de l'intelligence économique met l'accent sur les deux fossés culturels suivants : passage d'une culture fermée à une culture ouverte de l'information ; passage d'une culture individuelle à une culture collective de l'information* ».

se procurer le rapport :

www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/034000484.shtml